

VINCENT
EDIN

LA GAUCHE
EST
IMMORTELLE

Boussole
pour temps troubles

L'Éditions de
Observatoire

La gauche est immortelle

Du même auteur

En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite, Les Éditions de l'Atelier, 2016.

En finir avec les idées fausses sur les professionnels du spectacle, Les Éditions de l'Atelier, 2015.

Chronique de la discrimination ordinaire (avec Saïd Hammouche), Folio Actuel, 2012.

Insertion : le temps de l'action, Autrement, 2010.

Vincent Edin

La gauche est immortelle

ISBN : 979-10-329-0298-1
Dépôt légal : 2019, février
© Éditions de l'Observatoire/Humensis 2019
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

« Quelle naïveté enfantine que
d'ériger sa propre impatience en argu-
ment théorique ! »

Lénine, *La Maladie infantile
du communisme.*

*À mes parents,
qui m'ont offert la gauche en héritage*

Avant-propos

Ceci n'est pas une œuvre de fiction. La gauche est bel et bien immortelle. La gauche n'est pas morte, périmée, désintégrée, comme on peut l'entendre souvent. Certes, depuis de trop nombreuses années, elle essuie revers sur revers, à peu près partout dans le monde au point d'être parfois rayée des cartes. En France aussi, la menace d'une disparition pointe. Remplacées par les progressismes d'une part et les populismes d'autre part, les formations politiques de gauche se sont réduites comme peau de chagrin et leurs victoires électorales sont plus rares que les pluies au Sahara.

Acteurs et commentateurs politiques rivalisent souvent d'audace pour enterrer la gauche et la renvoyer à des clivages passés, obsolètes depuis la chute du mur de Berlin. Aurait débuté l'ère des sociétés ouvertes contre les sociétés fermées. Des nouveaux clivages entre gagnants et perdants de la mondialisation, heureux des villes contre malheureux des champs fleurissent. Toutes nouvelles divisions fondées sur des individus et jamais plus des classes sociales, des masses. C'est notre lecture globale du monde qui a disparu, supplantée par un

amoncellement d'histoires singulières, individuelles, dont raffolent les médias. Depuis vingt ans, ces derniers sont passés en temps continu et ont d'autant plus d'*histoires* pour faire tourner leurs moulins. Ne nous laissons pas distraire, détourner, par le tourbillon médiatique. Les conditions sont réunies pour un retour en force de nos idées, notamment en France. Non par la grâce d'une femme tombée du ciel ou d'un homme providentiel. Mais par l'entremise de millions de personnes mues par un même élan de reconquête. Par la conviction d'airain que le retour annoncé des pires régimes n'a rien d'inéluctable. Qu'on peut lui opposer le retour de démocraties à nouveau radicales, comme celles qui ont conquis les fondamentaux de l'État-providence face à des marchés et des patronats, déjà opposées aux principes de solidarité. L'histoire est faite de cycles et nous sommes à la fin de celui du néolibéralisme, à l'origine d'une explosion des inégalités sociales et financières d'une part et responsable d'un modèle de production suicidaire pour l'environnement, de l'autre. Cette double impasse exige un changement de l'agenda des réformes à mener en fonction non plus de ce qui nous est proposé comme priorité, mais de ce qui l'est réellement. Si l'on tient compte des ordres de grandeur, seule manière sérieuse d'aborder un débat politique, l'arrivée de quelques millions de réfugiés supplémentaires dans une Europe comptant plus de 500 millions de personnes, cela n'a rien d'une crise. De même que face aux sommes colossales cachées dans les paradis fiscaux pour échapper

à la redistribution par l'impôt, les sommes des déficits publics sont assez dérisoires.

Tenir compte des ordres de grandeur, poser le débat en des termes à nouveau éclairés par la raison plutôt que de riposter au flux d'informations en continu, sont des combats prioritaires à mener pour la reconquête de la gauche. Bien plus que de continuer à perdre le plus clair de son temps, de son talent, de son intelligence à se diviser en se vilipendant pour savoir qui incarne la « vraie » gauche et qui est tenant de la gauche « de vérité », débat qui tirait déjà Jaurès et Guesde et, plus tard mais aussi plus modestement, Martine Aubry et Manuel Valls.

Nous ne prenons pas notre rêve d'un retour de la gauche aux affaires pour une réalité facile à obtenir. Bien sûr, le chemin de la reconquête ne ressemblera pas à un long fleuve tranquille. Raison de plus pour s'y atteler dès aujourd'hui en commençant par changer ce qui n'attend aucune élection. Notre action, notre comportement, notre cohérence propre. Les batailles des idées doivent repartir de là. Surtout pas dans une logique d'individualisation des luttes, mais pour faire remonter les besoins sans attendre. Pour voir concrètement comment progressent nos actions. « On ne gouverne pas par décret¹ », écrivait le sociologue Michel Crozier ; cette assertion reste valable un demi-siècle plus tard. Pas besoin de décret pour boycotter ce dont nous ne voulons plus, ou

1. *La société bloquée*, Seuil, 1970.

encourager ce en quoi nous croyons. Ces actions donneront de la force et de l'élan aux conquêtes locales, voire plus. Mais ne nous focalisons pas sur l'Élysée, c'est le plus sûr moyen de ne jamais y entrer que comme visiteur lors des journées du Patrimoine...

Quoi de neuf en politique ? La gauche ! À l'heure où l'on ne nous parle que de « nouveau monde », de « nouvelles solutions » et « nouvelles recettes », on nous ressort en réalité des pratiques surannées d'autoritarisme et de pouvoir centralisé.

Idéologiquement, la France se lance à corps perdu dans le grand bal néolibéral à l'heure où les DJ des banques centrales n'arrivent plus à faire danser les États qu'à grands renforts de shoots de liquidités à taux bas potentiellement mortels. Certains responsables ont prophétisé à tort que la gauche pouvait mourir. Foutaises, elle est immortelle ! Comme Connor MacLeod. Mais à son inverse, elle ne veut plus couper des têtes et surtout elle existe réellement.

La gauche, donc. La seule. Au sens historique, classique et indépassable du terme. La justice et l'égalité entre tous, la protection des dominés et la limitation des dominants, la solidarité et l'humanisme contre la charité et la compassion, voilà ce que l'opposition gauche/droite en partie recouvre. Pour ces combats, hier comme aujourd'hui, seule la gauche s'impose.

Bien vite, bien trop vite, va se reposer la question : quelle gauche ? Doit-on vraiment refaire le match gauche « utopiste » contre gauche « réaliste » ?

C'est inévitablement là-dedans que veulent nous embarquer ceux qui ne sont pas à l'aise avec l'idéal de gauche. Or, c'est par l'idéal qu'on conquiert le réel jamais l'inverse. L'idéal qui peuple les discours de Hugo pair de France, les rêves de la Commune comme ceux du Front populaire. Celui de faire société tous ensemble, de limiter au minimum l'influence de la naissance dans l'éventail de destins de chacun. Celui que les risques doivent être pris en charge par la collectivité, pas les individus. Celui que l'utilité sociale est le moteur du progrès. Cet idéal-là qui a conquis tant de victoires concrètes qu'on relativise ses défaites ou comme le dit Oscar Wilde, « il faut toujours viser la lune, car même si on échoue, on finit dans les étoiles ». Cet idéal-là, on lui a trop souvent tourné le dos par souci de « pragmatisme », de « réalisme » et autres euphémismes employés pour ne pas dire qu'on se soumet à l'ordre libéral ambiant, seul récit dominant depuis la fin de l'expérience communiste. Nous ne devons plus laisser le monopole de la gauche à ceux qui en refusent son caractère idéal. Quand le Premier secrétaire du parti socialiste, Olivier Faure, parle de l'immigration comme d'une « colonisation à l'envers¹ », il nie l'essence même de la gauche et rejoint les bataillons des renégats sur les questions identitaires. Tant pis s'il faut à nouveau instruire le procès en trahison.

1. Propos tenus dans la matinale de France Inter, le 26 octobre 2018.

C'est une tradition à gauche, que de s'intenter des procès en sociale-traîtrise. Guesde et Jaurès, Mitterrand et Rocard, Aubry et Hollande... L'histoire de la gauche française est jalonnée de dirigeants s'investissant entre eux pour savoir qui incarne la vraie ligne du peuple. Partisans de la « vraie gauche » et ceux de la « gauche de vérité » s'écharpent depuis plus de cent ans. Les mêmes tiraillements existent également hors de France : songeons aux récentes querelles entre Hillary Clinton et Bernie Sanders, entre la ligne de Jeremy Corbyn et les nostalgiques de Tony Blair... Pureté contre efficacité de la gauche est un débat ancestral partout dans le monde. Certains ont tenté de le dépasser, en France, avec un art consommé de la synthèse : prendre dans son gouvernement des éléments appartenant à l'ensemble du spectre et des courants, et espérer que cela forme un total de gauche.

Cela fut accompli avec une certaine réussite (politique, pas idéologique) par Lionel Jospin, qui accueillit dans ses équipes des ministres aussi éloignés que Jean-Luc Mélenchon et Dominique Strauss-Kahn. Cela fut nettement moins couronné de succès lorsque François Hollande se trouva à la tête du pouvoir. Avant de minorer l'habileté politique de Lionel Jospin au motif qu'il fut éliminé au premier tour de la présidentielle de 2002, rappelons tout de même que cette défaite fut avant tout due à une invraisemblable division qui vit quatre candidatures surgir de sa propre équipe gouvernementale ou de sa propre coalition (Taubira, Chevènement, Hue, Mamère). Si l'on additionne leurs

voix, la gauche jospiniste totalisait 33 % des voix et, avec les scores de Laguillier et Besancenot au premier tour, était en excellente position pour remporter la présidentielle (qui n'est pas l'alpha et l'omega de la vie politique, convenons-en). Hollande, lui ne fut même pas en posture de se représenter. Les contextes, les conjonctures divergeaient sans doute, mais l'explication principale des deux bilans est plus éclairante.

Jospin a réellement mené une politique de synthèse sociale-libérale. Des privatisations à foisons, des abaissements de charges pour faire passer la réduction du temps de travail, un CAC 40 au sommet et en contrepartie les 35 heures, la Couverture maladie universelle (CMU) et autres « marqueurs de gauche ». Ça ne fait pas une politique complète et les chapitres qui suivent diront qu'il est impératif d'être beaucoup plus ambitieux, tant dans la méthode que les idées, mais c'était un début !

Et pour Hollande ? Quels éléments de son bilan sauraient être jugés comme « de gauche » au bout de cinq années ? « Le mariage pour tous », dira-t-on. Certes. Mais c'est là une loi progressiste qui dans bien d'autres pays a été adoptée par des gouvernements conservateurs conscients qu'ils ne pouvaient résister aux avancées de l'époque. Pour le reste ? La justice fut laminée, l'écologie aussi et la fonction publique, principalement l'hospitalière, a déchanté. Mis à part la création d'embauches de professeurs, on peine à voir ce que les électeurs de gauche pourraient trouver de satisfaisant à ce quinquennat. D'ailleurs personne n'arrive à établir le fameux « droit d'inventaire »

tant ce dernier porte en lui l'embryon de la victoire d'Emmanuel Macron. En 2018, la bataille de succession pour le poste de premier secrétaire a confirmé que le quinquennat reste, à proprement parler, un « impensé socialiste ». Aujourd'hui encore, nombre d'électeurs ne savent pas s'ils doivent avoir honte des trahisons par rapport au programme de 2012 ou se féliciter de la filiation idéologique de 2017 et considérer que le hollandisme est toujours à l'Élysée à défaut d'Hollande lui-même.

L'immense habileté d'Emmanuel Macron, concepteur, rédacteur et pilote de la politique économique de François Hollande a été d'appeler à un dépassement momentané du clivage droite-gauche au nom de l'union du pays. Le chimérique rassemblement des « pragmatiques », des « réalistes », et autres périphrases entre ceux qui font contre ceux qui critiquent, pour tourner autour du pot et ne pas avouer qu'ils formaient juste une grande coalition libérale... Pour nier le clivage, Macron a trouvé sa propre voie : le mouvement perpétuel, jusqu'au bougisme. Du nom même de son mouvement politique à son exhortation de la « start-up nation », tout est fondé sur l'idée un peu creuse que le « faire » serait mieux que l'immobilité. C'est oublier qu'on peut faire mal. Et que derrière ce sophisme, se cachent plutôt « ceux qui sont tout » que « ceux qui ne sont rien » pour reprendre la dialectique présidentielle¹.

1. Lors de son discours d'inauguration de la Station F, le 30 juin 2018.

Un distinguo clairement de droite. Or, il se trouve que nombre d'électeurs se revendiquant de gauche ont choisi Emmanuel Macron pour éviter un duel François Fillon/Marine Le Pen. Le subterfuge a pris le temps de la campagne, mais moins de cinq mois après, les électeurs étaient déçus : selon un sondage IPSOS d'octobre 2017, 7 % des Français interrogés qualifiaient la politique menée par le binôme Macron/Philippe comme « de gauche ». Moins de six mois pour donner raison à Alain et obtenir une concorde sur un point : Emmanuel Macron mène une politique qui n'est ni de gauche ni de gauche. Preuve que le débat « quelle gauche ? » n'est pas si nébuleux qu'on voudrait le faire croire et qu'à défaut d'en reconnaître la présence, les Français savent très bien dire quand la gauche est absente.

